



CAMEROUN

« OÙ EST MA BIÈRE ? »

En 1993, Peter Eigen quitte son emploi à la Banque mondiale et crée une association d'utilité publique pour lutter contre la corruption à l'échelle mondiale. Aux yeux de bien des gens, ce projet apparaît à l'époque comme une pure folie. Et lorsqu'en 2008, Gabriel Ngwé quitte l'Allemagne pour s'engager contre la corruption dans son pays d'origine, le Cameroun, il rencontre la même réaction.



Photos: Allen Gichigi, IRIN | Rosie Füglein

Aujourd'hui *Transparency International* (TI), créée en 1993 par Peter Eigen, est la principale organisation mondiale de lutte contre la corruption. Quatre-vingt-dix ONG indépendantes du monde entier l'ont rejointe depuis sa création. Dès l'origine, le projet consistait à mettre sur pied une structure décentralisée, car Peter Eigen considérait, à la lumière de sa propre expérience, que la corruption, les détournements de fonds, l'abus de confiance ou le népotisme ne se combattent pas d'en haut, mais doivent au contraire être dénoncés à l'intérieur même d'une société. La section camerounaise de TI, créée en 2000, emploie aujourd'hui une dizaine de personnes. L'une d'elles est Gabriel Ngwé, aujourd'hui âgé de 32 ans.

Lorsque Gabriel Ngwé quitte le Cameroun en 2002 pour aller faire ses études de germanistique en Allemagne, Paul Biya est à la Présidence depuis déjà 20 ans. Son séjour en Allemagne amène Gabriel Ngwé à porter sur son pays un regard bien différent. Son intérêt croissant pour la politique et les relations internationales lui permet de comprendre ce qui ailleurs fonctionne autrement et parfois mieux qu'au Cameroun. Et lorsque 6 ans plus tard, il rentre au Cameroun avec son diplôme sur la gouvernance mondiale et les théories du social en poche, Biya est toujours en place et Gabriel Ngwé en est désormais fermement convaincu : « Une bureaucratie d'État surdimensionnée, la corruption, des rouages de pouvoir bloqués par les structures claniques, tels sont les principaux obstacles au développement d'un pays comme le Cameroun, malgré l'abondance de ses ressources culturelles et de ses matières pre-

mières. » C'est d'ailleurs ce que démontre l'Indice de perception de la corruption (IPC) de TI, qui classe chaque année les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. Les années précédentes, le Cameroun se situait dans le peloton de queue de ce classement.

Plus de transparence et d'intégrité

Au Cameroun, une phrase anodine comme « Où est ma bière ? » ne cache pas nécessairement l'impatience d'un mari macho, mais beaucoup plus probablement celle d'un policier ou d'un fonctionnaire corrompu. On peut aussi entendre « Et mon carburant ? », ou encore « Et mon tchoko ? » (pour pot-de-vin) : la liste des circonlocutions utilisées est loin d'être close et en dit long sur l'abus de pouvoir de quelques-uns aux dépens de l'ensemble de la société camerounaise. Ceux qui souffrent le plus de la corruption sont les pauvres et les enfants, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont d'autre choix que de s'adresser aux services publics gratuits. Dans les systèmes éducatifs de base par exemple, une récente étude de Reinikka et Svensson consacrée aux pays africains établit qu'entre 30 et 76 % de l'argent qui n'est pas directement affecté aux salaires « s'évapore » avant de parvenir aux bénéficiaires.

Dans le cadre d'un programme qui analyse sur l'ensemble de l'Afrique la transparence et l'intégrité dans la prestation de services publics, Gabriel Ngwé, en qualité de coordinateur du programme pour le Cameroun, a mené des enquêtes auprès de

48 écoles du pays au cours de l'an passé. Assisté d'une petite équipe, il a interviewé longuement les inspecteurs à l'éducation de base, les directeurs d'écoles, les enseignants, les élèves et leurs parents, et il est à présent en mesure de présenter ses conclusions. Il apparaît clairement que les écoles rurales sont beaucoup moins bien loties que celles des villes. On s'aperçoit également que les écoles publiques, qui sont censées être gratuites, exigent le plus souvent des contributions importantes de la part des parents. Leurs budgets étant insuffisants, les directeurs d'écoles sont par exemple amenés à imposer des frais d'inscription.

L'étude fait également ressortir que les enseignants contractuels sont absents à hauteur de 22 % de leur temps de service. En effet, pour obtenir le statut de fonctionnaire, ils sont obligés de passer beaucoup de temps dans les administrations et les ministères. Car il faut se présenter en personne pour verser aux employés les dessous de table qui feront avancer le dossier.

Rappeler l'État à ses obligations

Les mécanismes de contrôle défaillants, l'absence d'obligation de rendre des comptes et l'impunité sont source de détournements et d'abus de pouvoir. Par ailleurs, circonstance encore aggravante, bon nombre d'acteurs du système scolaire méconnaissent totalement les règles administratives auxquelles ils sont en principe soumis. Nombreux sont ceux qui ignorent le rôle exact qu'ils ont à jouer, ainsi que les droits et devoirs y afférents. « Lorsque TI Cameroun met en place des programmes d'information et de formation professionnelle, elle fait tout simplement le travail qui reviendrait normalement à l'État », commente Gabriel Ngwé.

TI Cameroun dénonce régulièrement ces abus, alerte les médias

et s'efforce ainsi de structurer la pression de l'opinion publique sur les responsables politiques. « La population est lasse de devoir toujours se défendre contre le système », admet Gabriel Ngwé, « mais il y a encore tellement de gens qui ignorent tout simplement leurs droits ! » Dans les contacts qu'il entretient par Internet avec ses amis camerounais vivant à l'étranger, Gabriel Ngwé essaie parfois de faire appel à leur conscience. En écrivant par exemple : « Certes, si je vivais moi-même à l'étranger, ma vie serait sans aucun doute plus facile. Mais si chacun tient ce raisonnement, les choses ne changeront jamais ici. Alors, revenez. »



De retour au Cameroun : Gabriel Ngwé

Même Doris Bäsler, gestionnaire de programmes au secrétariat de TI à Berlin, où elle est responsable pour l'Afrique et le Moyen-Orient, déclare : « Des personnes engagées comme Gabriel Ngwé, qui ont pu se familiariser à l'étranger avec d'autres systèmes et structures, ont un rôle crucial à jouer dans notre travail. Pour peu qu'on ait la volonté et le courage de retourner dans son pays d'origine et d'y agir concrètement pour plus de transparence et de responsabilité, il est possible d'apporter une contribution décisive à la maîtrise et à l'éradication de la corruption ainsi que de secondar les efforts déployés sur place en ce sens. »

Les programmes :

Quand Gabriel Ngwé est rentré au Cameroun, il avait 500 Euros en poche et aucune idée de ce qui l'attendait là-bas. En dépit d'un marché du travail atone, il a eu la chance de trouver au bout d'un mois un emploi au bureau camerounais de Transparency International (TI). D'après les données de la Banque mondiale, les pertes annuelles imputables à la corruption représentent quelque 12 % de la performance économique brute au niveau mondial. La corruption empêche le développement et réduit à néant beaucoup d'efforts en ce sens – y compris ceux que déploient des organisations allemandes sur le sol camerounais. C'est pourquoi le Centre pour la migration et le développement international (CIM) soutient Gabriel Ngwé dans la réalisation du **Programme de retour des experts** en lui versant chaque mois, entre autres choses, un complément au traitement qu'il perçoit de TI.

Il y a peu, Gabriel Ngwé a reçu en provenance d'Allemagne le renfort d'un collègue. Il s'agit en l'occurrence d'un expert anti-corruption délégué par le CIM dans le cadre du **Programme d'experts intégrés** afin de secondar TI Cameroun tant sur le plan du développement de son organisation que de la structuration de ses partenariats et coopérations à l'échelle internationale.

Les idées sous-jacentes :

Le soutien accordé par l'Allemagne permet à Gabriel Ngwé, après son propre séjour dans ce pays, de réussir plus facilement sa réinsertion professionnelle au Cameroun. Ainsi, au lieu de s'orienter vers le secteur privé, pourtant financièrement beaucoup plus attractif, il peut employer ses compétences à ce qui de son point de vue – mais également du point de vue de la politique de développement allemande – est le plus utile au Cameroun.

TI Cameroun profite du savoir-faire, de l'expérience internationale ainsi que du degré élevé de motivation de Gabriel Ngwé, pour impulser au Cameroun des changements structurels.

Les efforts de Gabriel Ngwé et ceux du deuxième expert en provenance d'Allemagne se complètent et se renforcent mutuellement.

Les liens :

Le CIM et ses programmes : www.cimonline.de/en

Transparence internationale : www.transparency.org

Transparence internationale Cameroun : www.ti-cameroon.org